

RECONSTRUIRE LA MOSAIQUE

Perspectives pour de meilleures relations sociales
après le conflit armé au Nord du Mali



ILARIA ALLEGROZZI, ELISE FORD



WILDAF / FeDDAF / MALI



www.oxfam.org **OXFAM**

TABLE DES MATIÈRES

1 Introduction	3
Objectifs de l'enquête.....	3
Méthodologie.....	3
Limites de l'étude	6
Analyse et présentation des résultats de l'enquête.....	6
Glossaire	7
2 Contexte	8
Les crises précédentes	8
Le conflit de 2012-2013 et son impact humain.....	8
Les fractures et les liens entre communautés du Nord.....	9
Vers l'avenir	10
3 L'Impact du Conflit dans les Relations Sociales.....	11
Des communautés brisées	11
La perception des tensions selon les communautés	12
Des tensions aux racines multiples.....	14
4 Voix des Communautés pour la Réconciliation	17
Promouvoir le dialogue Intercommunautaire et rendre justice	17
Le retour des populations déplacées : revivre ensemble	20
Lutter contre la pauvreté et les inégalités, et reconstruire un état plus juste	21
Les tensions causées par l'aide humanitaire	22
Prendre en compte les voix dissidentes et Les nouvelles réalités démographiques	23
5 Conclusions.....	24
Notes	26

1 INTRODUCTION

OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

Après plusieurs années d'affaiblissement de l'État, de mauvaise gouvernance, de désintégration des forces de sécurité, et de tensions communautaires, le Mali a basculé depuis Janvier 2012 dans une crise multidimensionnelle à la fois sociopolitique, sécuritaire et humanitaire sans précédent. L'antagonisme et les tensions entre et au sein des communautés se sont accrus depuis le début du conflit. La reconstitution des liens sociaux et la mise en œuvre d'un réel processus de réconciliation sont parmi les principaux défis à relever pour assurer la reconstruction du pays et sa stabilisation à long terme.

Le besoin de réconciliation est largement reconnu, tant au niveau national qu'international. A cet égard, des efforts ont déjà été menés par le gouvernement malien de transition, par l'établissement de la Commission Dialogue et Réconciliation en mars 2013, ainsi que par la nomination d'un Ministre en charge de la Réconciliation Nationale et du Développement des Régions du Nord au sein du nouveau gouvernement. Cependant, jusqu'à aujourd'hui, les discours sur la réconciliation n'ont pas vraiment été suivis d'actions concrètes. De plus, les communautés affectées n'ont pas été consultées sur l'état de leurs relations, le degré de tensions et sur les acteurs ou mécanismes en mesure de contribuer à alléger ces tensions.

Oxfam, en collaboration avec Handicap International et WILDAF¹, a lancé une enquête en Juin 2012, sur le thème de l'impact du conflit sur les relations sociales au sein et entre des populations originaires du Nord du Mali. C'était la première fois depuis le début du conflit de Janvier 2012 que ces populations étaient consultées sur ces sujets de manière aussi approfondie. Ce rapport vise à leur donner la parole et à faire entendre leur voix, afin de mieux comprendre l'impact du conflit sur les relations sociales et mettre en valeur les solutions envisagées par ces populations elles-mêmes. Oxfam, Handicap International et WILDAF souhaitent que ce rapport puisse nourrir la réflexion et guider les actions des différents acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la réconciliation.

MÉTHODOLOGIE

L'enquête, dont ce rapport présente les résultats, a été menée simultanément au Mali et au Burkina Faso et repose sur une approche qualitative. Celle-ci cherche, à travers une combinaison de questions ouvertes et fermées, à saisir les perceptions, visions, craintes et espoirs des différentes populations originaires du Nord du Mali directement affectées par la crise.

L'enquête repose sur une collecte d'informations au cours de discussions menées avec 168 groupes de populations de deux régions du Nord du Mali (Tombouctou et Gao), ainsi qu'avec des déplacés internes à Bamako et des réfugiés accueillis dans deux camps du Burkina (Goudebou et Mentaou). En plus, 166 entretiens individuels ont été conduits avec des personnalités influentes au niveau communautaire, afin d'approfondir l'analyse (voir Figure 1).

Les citations retranscrites dans ce rapport ont été extraites de façon brute des ces entretiens individuels – et ne reflètent pas les propos d'Oxfam, Handicap International et WILDAF.

Les groupes de discussion ont été organisés en fonction de l'appartenance communautaire et ethnique, du genre et de l'âge des participants (voir Tableau 1). Cette approche a permis une prise de parole plus libre de toutes les personnes interrogées et a facilité une analyse des données désagrégées.

Les groupes de discussion ont été organisés avec des individus issus de presque toutes les populations du Nord : Arabes, Peulhs, Songhaïs, Touaregs, Bambaras et Bozos.

Suite à des consultations préliminaires menées avec des experts, y compris des anthropologues, les groupes de discussion organisés avec des participants issus des groupes ethniques arabes et touaregs ont été divisés en Arabes blancs/Arabes noirs et Touaregs blancs/Touaregs noirs, prenant en compte le fait que la perception de la crise par ces communautés pouvait être exprimée de manière différente. Néanmoins, des groupes de discussion mixtes ont également été organisés sur les conseils des comités de gestion des camps de réfugiés, afin d'éviter des groupes de discussion séparant les Touaregs et les Arabes sur la base de la couleur de peau.

Le déplacement massif des populations causé par le conflit a affecté la mixité ethnique de certaines villes et de certains villages du Nord du Mali : plusieurs populations, notamment les Touareg blancs et les Arabes blancs, se trouvaient majoritairement à l'extérieur du pays au moment de l'enquête². Par conséquent, la plupart des groupes de discussion organisés avec ces populations ont eu lieu dans les deux camps des réfugiés susmentionnés.

Les cartes et tableaux ci-dessous montrent la répartition géographique et ethnique des groupes de discussion.

Figure 1 : Zones géographiques et nombre des groupes de discussion, 2013

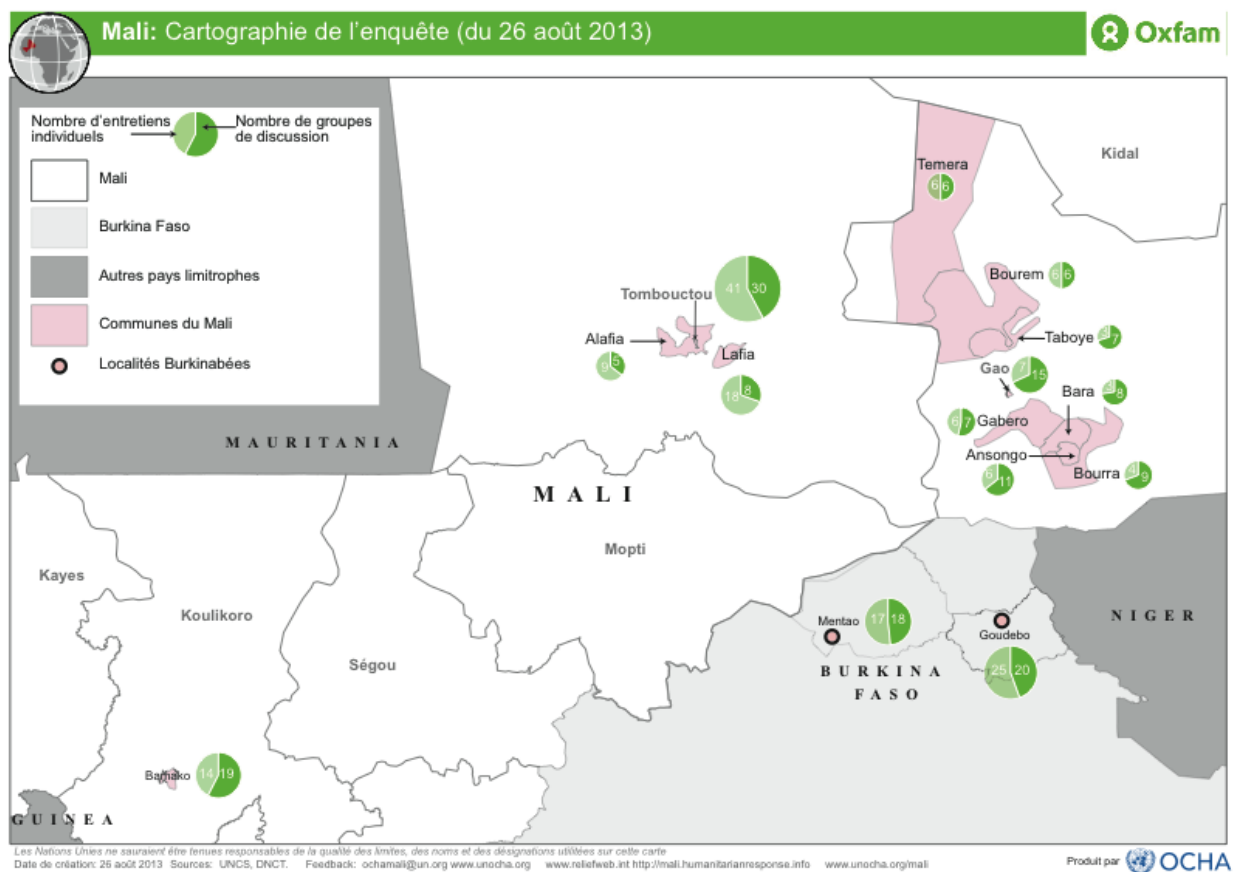
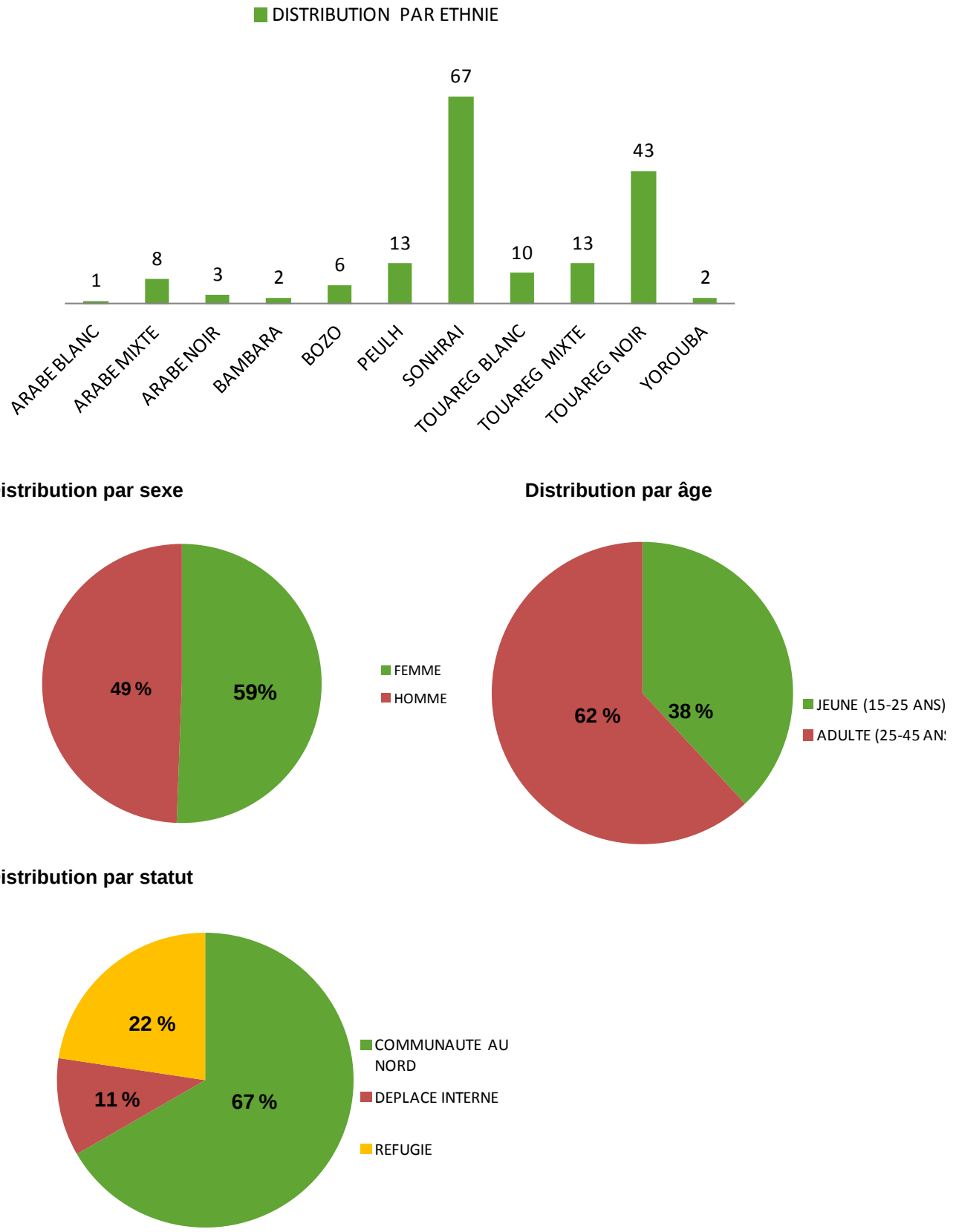


Figure 2 : Distribution des groupes interrogés



LIMITES DE L'ÉTUDE

Cette étude se voulait exploratoire et indicative, et non conclusive. La méthodologie choisie étant qualitative, ce rapport ne peut donner que des tendances générales et ne vise pas à refléter les perceptions et visions de tous les Maliens.

La recherche n'a exploré que les relations entre les populations originaires du Nord du pays. Les perspectives des communautés du Sud n'ont pas été consultées du fait de contraintes logistiques, bien qu'Oxfam, Handicap International et WILDAF soient conscients qu'une réconciliation durable ne pourra se faire qu'en impliquant tous les Maliens. Des consultations et d'autres analyses à l'échelle nationale seraient indispensables pour une compréhension globale et effective des principaux facteurs de tension entre communautés du Mali.

Considérant les contraintes logistiques et sécuritaires, l'enquête n'a pu être menée ni dans la région de Kidal, ni dans les camps de réfugiés maliens en Mauritanie et au Niger. Malgré la volonté d'avoir la représentation la plus équitable possible de tous les groupes ethniques, certains sont finalement plus représentés que d'autres.

ANALYSE ET PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE

Les informations récoltées par les équipes sur le terrain ont été transférées dans une base de données en ligne et analysées selon les catégories suivantes : groupe ethnique, âge, sexe, statut (déplacés internes, réfugiés, populations restées au Nord). Cela a permis de souligner les différences de perceptions des populations.

Les sections 3 et 4 présentent exclusivement les informations recueillies directement lors de l'enquête, sur la base des réponses aux questions quantitatives et qualitatives fournies par les participants aux groupes de discussion et aux entretiens individuels.

Au delà d'une analyse générale et détaillée des réponses, le rapport fournit également des indications par rapport à la fréquence et/ou l'importance des réponses données, en fonction de la proportion des groupes de discussion organisés, selon les critères suivants :

- 95% ou plus : la quasi-totalité
- 80% ou plus : majorité importante
- 50% ou plus : une majorité/plus que la moitié
- Entre 25% et 50% : une réponse fréquente, souvent, beaucoup de personnes, de nombreuses personnes
- Entre 10% et 25% : une minorité importante, peu, certains, parfois
- Moins de 10% : une faible minorité, très peu

Pour les chiffres les plus significatifs, les résultats sont représentés par une simple proportion.

Pour davantage de clarté, le nombre total de réponses ainsi que le nombre de groupes ayant fourni une réponse à une question sont indiqués dans les références.

Concernant les questions quantitatives, les réponses de personnes consultées ont été saisies selon les différentes catégories: « oui/non » ou « bonnes/moyennes/mauvaises ». Cette technique a permis de faire ressortir à la fois la réponse et son degré d'intensité.

Pour la catégorie « oui/non », une réponse est ensuite classée comme étant d'une intensité « fortement positive/négative » dans le cas où 80 % ou plus des participants d'un groupe de discussion ont répondu respectivement « oui » ou « non ».

Pour la catégorie « bonnes/moyennes/mauvaises », dans le cas où 80 % ou plus des participants à un groupe de discussion ont répondu avec une de ces trois réponses (« bonnes/moyennes/mauvaises »), l'ensemble du groupe a été classifié comme ayant répondu en conformité avec la réponse majoritaire.

De manière générale, les résultats des entretiens individuels ont été utilisés pour appuyer l'analyse générale et fournir des citations. Dans le cas où les réponses des entretiens individuels sont citées de manière quantitative, elles apparaissent dans des encadrés spécifiques.

GLOSSAIRE

Population

Une population peut être définie comme un groupe ou un ensemble d'individus appartenant à la même espèce³.

Communauté

Une organisation sociale spatiale ou politique donnant aux personnes un sentiment d'appartenance, basé soit sur un lieu de résidence partagé dans un endroit donné, soit sur une identité commune⁴.

Groupe

Un nombre de personnes aux normes, valeurs et perspectives communes qui interagissent régulièrement avec autrui⁵.

Réconciliation

Dans ce rapport, nous avons choisi d'adopter la définition de « réconciliation » telle que proposée par l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA) :

« Il existe plusieurs définitions de réconciliation. [...] On considérera la réconciliation comme un processus global et inclusif. Le risque existe de réduire la réconciliation à une série d'étapes logiques. Une rechute est véritablement possible à chaque étape, et les étapes ne se suivent pas toujours dans l'ordre établi. Elles restent toutefois des ingrédients essentiels pour une réconciliation durable. Étape 1. Remplacer la peur par une coexistence non-violente ; Étape 2. Établir la confiance ; Étape 3. Vers l'empathie »⁶.

Dialogue

Dans ce rapport, nous utilisons la définition de « dialogue » telle que proposée par l'OCDE⁷.

« Le dialogue utilise une approche collaborative et vise à trouver une solution commune basée sur la considération et la compréhension mutuelles des points de vue et des différentes positions prises par les participants [...] Le dialogue aide en soi à se détacher des positions individuelles pour parvenir à une nouvelle situation où toutes les parties peuvent se considérer représentées ».

Personnes déplacées

Dans ce rapport l'expression « populations déplacées » fait référence aux populations qui ont cherché refuge tant à l'intérieur du pays, que dans certains pays voisins du Mali. Quand il s'agit de l'une ou de l'autre des deux catégories de populations déplacées, nous utilisons les termes « déplacés internes » et « réfugiés ».

2 CONTEXTE



Bamako, septembre 2013. Un jeune homme récolte de l'eau pour cuisiner. En mars 2012, comme beaucoup d'adolescents il a dû fuir le conflit au Nord du Mali pour s'installer temporairement avec sa famille aux alentours de Bamako. Il retournera bientôt chez lui afin de recommencer l'école.

LES CRISES PRECEDENTES

Historiquement, le Nord du Mali est une zone en proie à l'instabilité, où les insurrections se sont enchaînées de la période coloniale à aujourd'hui. D'une part, certains membres des communautés touareg et arabe choisissent, face à la marginalisation, la voie des armes dans le but de contester l'autorité de l'État. D'autre part, la réponse gouvernementale est autant marquée par des phases de répression que de négociation. Par conséquent, les conflits sévissent de manière endémique, avec des pics de tensions lorsque des événements dramatiques ont lieu, telles les sécheresses de 1973-1974 et celles de 1983-1984.

L'Accord de paix de Tamanrasset (1991), le Pacte national (1992) et l'Accord d'Alger (2006) n'ont permis ni d'instaurer la paix, ni de permettre une véritable relance économique dans le Nord du Mali⁸. En effet, les dispositions prévues par ces Accords en matière de développement, de sécurité, de décentralisation, et de réintégration des ex-combattants n'ont pas pu être véritablement mises en œuvre. De plus, durant plusieurs décennies, le Président Libyen Kadhafi a entretenu et instrumentalisé les frustrations et revendications irrédentistes d'une partie des Touaregs immigrés en Libye, en les formant à la guerre ou en les enrôlant dans l'armée libyenne⁹. La fin de son régime, au printemps 2011 et l'afflux d'armes et de combattants qui en a résulté, a précipité le Mali dans le chaos.

Le conflit de 2012-2013 et son impact humain

En janvier 2012, une insurrection armée initiée par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et appuyée par d'autres groupes armés, prend le contrôle du nord du pays, forçant le retrait des forces de sécurité maliennes. L'autorité de l'État s'effondre, déclenchant en

mars 2012 un coup d'état par une junte militaire. L'implication de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) permet la mise en place d'un gouvernement de transition. Entre temps, les trois régions du Nord passent tour à tour entre les mains de plusieurs groupes armés¹⁰, dont certains, comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), étaient déjà implantés dans les vastes espaces incontrôlés du Nord Mali depuis plusieurs années. En janvier 2013, lorsque les groupes armés prennent le contrôle de la ville stratégique de Konna, les autorités françaises lancent une offensive militaire en appui à l'armée malienne, avec l'objectif déclaré d'arrêter l'avancée des groupes armés et de regagner le contrôle du Nord. En avril 2013, le Conseil de Sécurité des Nations Unies autorise le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)¹¹.

Les effets du conflit armé au Mali ont été graves et multiples. Il a aggravé une situation humanitaire déjà dramatique du fait de la crise alimentaire préexistante¹², et entraîné le déplacement d'environ 500 000 personnes - pour la plupart des femmes et des enfants - à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales¹³. Il a également engendré des violences marquées par des exactions¹⁴, y compris des exécutions extrajudiciaires¹⁵ - parfois au cours d'actes de représailles -¹⁶ des disparitions forcées, des actes de torture¹⁷, des recrutements d'enfants soldats¹⁸ et des violences sexuelles¹⁹.

Dans le même temps, le conflit a eu des effets moins visibles et moins compris, tels que des changements socioculturels profonds qui ont fragilisé le tissu social et engendré une transformation des rapports entre les populations, et entre celles-ci et les détenteurs de pouvoir. Le conflit a en effet fragilisé certains fondements de la société malienne. D'un côté, l'autorité de l'État a été mise à mal, avec plus du 50% du territoire sous le contrôle des groupes armés. De l'autre, la cohésion sociale dans de nombreuses communautés du Nord a été dramatiquement affectée.

Les fractures et les liens entre communautés du Nord

De nombreux groupes cohabitent dans les grands espaces du Nord du Mali: principalement les Songhaïs, les Touareg, les Arabes, les Maures, les Peulh, les Bozo et aussi les Bambara.

D'une part, il existe entre les populations du Nord des relations d'interdépendance sociale, économique et culturelle développées depuis des siècles. Des pratiques comme l'« alliance à plaisanterie » - une sorte de pacte national non écrit qui permet à deux ou plusieurs communautés de se tourner mutuellement en dérision²⁰ à travers l'inversion des rapports de domination. Cette pratique a permis de désamorcer d'éventuelles tensions, tout comme les mariages intercommunautaires qui ont contribué à bâtir et à maintenir la cohésion sociale. Les relations économiques, caractérisées par le système d'achat en espèce et le troc, jouent également un rôle crucial dans l'interaction entre les peuples du Nord et la préservation de la paix²¹. Des pactes et des alliances tacites pour l'exploitation des ressources ont toujours existé, et ont été jusque là respectés. Les marchés et les foires sont non seulement des espaces d'échange de biens, mais également des moments privilégiés de discussion et de convivialité.

D'autre part, la « nature hiérarchisée et fragmentée de ces sociétés »²², leur classification fictive entre sédentaires et nomades, agriculteurs et éleveurs, peaux «noires» et «teints clairs», représentent des sources d'antagonisme historiques. Ces divisions - exacerbées par les stigmates des conflits antérieurs²³ qui ont également provoqué des déplacements de populations et des exactions - ont été renforcées par les événements survenus depuis Janvier 2012. A ces facteurs de division s'ajoutent une compétition pour le contrôle des ressources limitées, ainsi que des opportunités au sein de l'administration locale. Il existe également une démarcation Nord-Sud, alimentée non seulement par l'éloignement géographique des trois régions du Nord du reste du pays, mais également par des clichés comme celui du « Mali utile »²⁴ - expression créée par les colons français faisant référence au Sud du pays et entretenue par certains décideurs maliens.

Vers l'avenir

Le Mali a franchi un grand pas dans son chemin vers la paix et la reconstruction, notamment à travers la signature des Accords préliminaires de paix de Ouagadougou au Burkina Faso en juin 2013, mais également par le déroulement pacifique des scrutins, aboutissant à l'élection d'un nouveau président deux mois plus tard. Ces progrès se reflètent dans la confiance que les bailleurs renouvèlent au pays, en dégelant l'aide bilatérale qui avait été suspendue suite au coup d'état, et/ou en s'engageant sur de nouvelles contributions financières.

Aujourd'hui le pays débute le long et laborieux processus de stabilisation, de renforcement de ses institutions et de reconstruction économique et sociale. Pour y parvenir, une analyse approfondie des racines et des impacts du conflit, y compris de ceux moins visibles tels que les effets sur le tissu social, doit être menée par le gouvernement et ses partenaires.

Des efforts ont été faits par le gouvernement de transition afin de promouvoir la réconciliation nationale, à travers le lancement de messages d'apaisement sur la radio nationale, et, en mars 2013, l'établissement de la Commission Dialogue et Réconciliation²⁵. De plus, le nouveau gouvernement comprend désormais un ministère de la Réconciliation nationale et du Développement des régions du Nord, un nouveau portefeuille qui permettra d'intégrer l'objectif de cohésion sociale dans les plans du gouvernement.

Des actions supplémentaires sont nécessaires afin d'intensifier l'élan actuel vers la réconciliation, et de s'assurer que les considérations sécuritaires, politiques et économiques n'éclipsent pas le besoin crucial de reconstruction des liens sociaux. Entamer la réconciliation et aboutir à une paix durable sera un des défis majeurs que le Mali devra relever dans les mois et les années à venir. Ce dernier ne sera d'ailleurs possible que si tous les principaux acteurs de la société – de tous les niveaux, des autorités à la société civile - sont impliqués et travaillent ensemble afin d'atteindre cet objectif commun. Les Maliens doivent, ensemble, contribuer au développement d'un environnement plus favorable au respect des droits humains. Les bailleurs de fonds peuvent appuyer ce processus, afin que les liens entre les individus et les communautés puissent être rétablis et renforcés, et qu'une paix durable soit garantie.

3 L'IMPACT DU CONFLIT DANS LES RELATIONS SOCIALES



Bamako, septembre 2013. Un groupe de femmes déplacées se réunit pour discuter de leur situation et de leur espoir de retourner chez elles bientôt.

DES COMMUNAUTES BRISEES

Dans la dévastation qui a accompagné le conflit armé, les relations sociales entre individus et communautés du Nord du Mali ont été considérablement affectées. Confrontées à une violence généralisée, étant victimes directes ou indirectes de graves violations des droits humains et d'un exode massif, de nombreuses populations ont vécu des situations traumatisantes, perdant par la même occasion certains de leurs repères familiaux et de leurs valeurs traditionnelles. Cet état de fait a fragilisé les relations sociales, restreint les interactions et engendré des sentiments de peur et de méfiance.

« Cette crise est un cauchemar pour moi. Durant les crises précédentes j'ai perdu mon père et mon petit frère. Ils ont été arrêtés et exécutés ici chez nous car on n'avait pas fui. Je leur ai pardonné car c'était une erreur. Mais cette crise n'a épargné personne. Elle a tout bouleversé ».

Touareg blanc, un village de la région de Tombouctou

Comme témoigné par une majorité importante²⁶ des groupes de discussion, le conflit a bouleversé la vie de chaque Malien du Nord. Rien n'est plus comme avant. Les personnes interrogées décrivent ce changement comme une « tornade », une « catastrophe » qui a complètement transformé leurs habitudes en les contraignant à changer de travail, de lieu de vie, de nourriture, de loisirs et à adopter de dangereuses stratégies de survie.

Encadré 1 : Une crise « inégalable »

Aucun conflit précédent n'a eu un effet si dévastateur. La quasi-totalité des personnes interrogées lors d'entretiens individuels le confirment, et qualifient cette crise d'« incomparable », « d'inégalable », ou de « scandaleuse ». Ils soulignent également que la dégradation du tissu social qu'elle a engendrée la rend complètement différente des crises précédentes.

La perception des tensions selon les communautés

La perception de la dégradation des relations sociales est beaucoup plus marquée auprès des populations déplacées que de celles qui sont restées au Nord du pays. Six²⁷ groupes de discussion organisés avec les populations déplacées sur dix pensent que les relations entre individus et communautés au Nord sont actuellement « mauvaises ».

Bien que la perception des populations interrogées au Nord soit plus optimiste, (presque sept groupes de discussion sur dix²⁸ pensent que les relations sont actuellement bonnes, trois sur dix²⁹ trouvent qu'elles ont empiré suite au conflit), les descriptions qu'elles font des changements survenus dans leur vie quotidienne apportent les preuves d'une véritable dégradation du tissu social et permettent de comprendre l'ampleur de ce phénomène.

Tableau 1 : Perception de l'état des relations sociales avant le conflit en fonction du statut (communautés du Nord du Mali : Gao/Tombouctou, déplacés internes et réfugiés)

Les relations sociales : comment-étaient-elles avant le conflit ?

	Bonnes	Moyennes	Mauvaises
Communautés du Nord du Mali	93	10	1
Déplacés internes	15	2	0
Réfugiés	26	9	3

Tableau 2 : Perception de l'état des relations sociales avant le conflit par groupe ethnique (Arabes blancs, Peulh, Songhaïs, Touareg blancs, Touareg noirs)

	Bonnes	Moyennes	Mauvaises
Arabes blancs	8	1	0
Peulh	8	2	3
Songhaïs	50	10	0
Touareg noirs	37	5	0
Touareg blancs	19	3	0

Tableau 3 : Perception actuelle³⁰ de l'état des relations sociales par statut (déplacés internes, réfugiés)

Les relations entre les personnes dans votre ville/village : Comment sont-t-elles actuellement ?

	Bonnes	Moyennes	Mauvaises	Ne sait pas	Total
Déplacés internes	5	1	9	0	15
Réfugiés	9	3	23	5	40

Tableau 4 : Changements des perceptions de l'état des relations sociales pour les communautés du Nord (avant et après le conflit)

Relations sociales : comment-étaient-elles avant le conflit et comment-sont-elles actuellement³¹ ?

Bonnes-bonnes	62
En amélioration (de mauvaises ou moyennes à bonnes)	8
Moyennes-moyennes	2
En détérioration (de bonnes à mauvaises ou moyennes)	30
Mauvaises-mauvaises	0
Total	102

La méfiance

Les tensions se manifestent dans la vie quotidienne des populations, peu importe leur âge, sexe ou appartenance ethnique. Afin de décrire ces tensions, les participants aux groupes de discussion ont utilisé des termes tels que la peur, la méfiance, la solitude et la trahison.

« Cette crise a diffusé partout la peur de l'autre. Tu ne sais plus qui est avec toi ou contre toi ».

Femme songhaï, un village de la région de Gao.

Ces sentiments se manifestent tant dans les comportements des personnes que dans leurs rapports et attitudes les uns envers les autres. Les résultats de l'étude révèlent un nombre très élevé de personnes ayant été éloignées de leur précédent réseau social : des voisins qui se ne se fréquentent plus, des mariages qui finissent par le divorce, des liens d'amitié qui se rompent, des mères qui se méfient de leurs enfants.

« J'ai des amis maliens qui ne me parlent plus, plus de SMS, ils m'ont oubliée. Parmi eux, il y avait des Peulhs, des Dogons, des Bambaras. Nous étions de vrais amis à l'école. Quand j'appelle certains, ils répondent mais je sens qu'ils n'ont plus de considération, de confiance et d'affection pour moi ».

Femme arabe blanche réfugiée, Burkina Faso.

Au sein des villes, des villages et des quartiers, le tissu social a été fragilisé par les suspicions et l'amertume à l'égard d'individus ou de familles soupçonnés d'avoir appuyé les groupes armés ou d'avoir « participé à l'effort de guerre », notamment en cachant des armes.

« Les relations sociales ont changé, tu n'as plus confiance en ton frère, ton voisin, ou même ton fils. Quand ils reviennent après qu'ils sont sortis, tu te demandes s'ils n'ont pas d'armes sous leurs boubous ».

Femme songhaï, village de la région de Gao

Exactions et violences

La perte de confiance s'est également manifestée ouvertement par des insultes, des menaces et, dans les cas les plus extrêmes, des actes de violences physiques commis par vengeance ou à titre de représailles.

« Des actes de vengeance ont été commis au sein des communautés restées à Ber. La communauté arabe a commis des viols, et les Ganda Koy s'en prennent aux « peaux rouges »³² ».

Homme touareg noir, Tombouctou.

Les violences ou que la crainte d'être victime de ces violences, sont souvent évoquées par les populations déplacées comme étant les causes principales de leur départ. Si selon certains les pires craintes ne se sont pas réalisées, d'autres soulignent que la menace d'exactions représente un facteur entravant le retour des populations déplacées vers leurs lieux d'origine.

« Je suis parti car ma maison a été saccagée, tous mes biens volés. J'ai peur de rentrer, je ne peux pas vivre avec ceux qui ont tué les membres de ma famille, ils voudront aussi me faire du mal ».

Homme touareg blanc, Mentao, Burkina Faso.

Le déclin économique

Plus de la moitié des groupes de discussion³³ pense que les relations économiques se sont dégradées et que la perte de confiance entre individus et communautés en est la cause principale, avec dans une moindre mesure le déplacement des populations. Les relations économiques, parmi lesquelles des pratiques traditionnelles comme le troc et l'échange, étant souvent fondées sur la bonne foi entre les individus et/ou les communautés, ont été fortement affectées par la perte de confiance et la fragilisation des liens sociaux. Ainsi, les Songhaïs ne peuvent plus vendre leurs céréales aux Touaregs qui ont presque tous quitté le Nord du Mali et qui, à leur tour, ne peuvent plus vendre leur bétail.

« Les Arabes, qui sont les premiers fournisseurs de la ville en denrées alimentaires, sont désormais peu nombreux. Par conséquent le lait, le sucre, le thé et l'huile coutent très chers. Les Tamasheq noirs qui fournissaient la ville en bois et en charbon n'osent plus s'aventurer en brousse. Beaucoup de Songhaïs ont fermé boutique depuis qu'ils ne sont plus approvisionnés ».

Femme songhaï, un village de la région de Gao.

Parmi les groupes de discussion susmentionnés³⁴, un nombre considérable déplore également le départ des principaux acteurs économiques (les commerçants arabes en particulier) qui a causé une pénurie des produits importés sur les marchés et une augmentation des prix. Ils affirment également avoir peur de quitter leur maison pour se rendre aux foires rurales à cause de l'insécurité qui sévit sur les routes secondaires.

Des tensions aux racines multiples

Les résultats de cette enquête proposent des éclaircissements sur les causes des tensions sociales actuelles. Si le premier déclencheur de ces dernières semble être le conflit armé qui a débuté en janvier 2012, ce sont des fractures plus profondes, ainsi que des facteurs aggravants qui en sont les causes sous-jacentes.

« Les relations sociales sont mauvaises, parce que les gens ont toujours vécu dans une tension latente, c'était une situation qui pouvait exploser d'un jour à l'autre ».

Homme songhaï, déplacé interne, Bamako.

Les lignes de fracture entre les communautés

L'existence des tensions se perçoit tant dans le langage que dans les faits exposés par les personnes interrogées, et ce, sans distinction.

Les différences géographiques sont évoquées, l'identité « nordiste » étant opposée à celle « sudiste », et les disputes entre sédentaires et nomades, agriculteurs et éleveurs sont également remises au premier plan.

« Je souhaiterais avoir un amis bambara, mais j'ai peur et je me méfies de toute ethnies du Sud ».

Réfugié touareg blanc, Mentao, Burkina Faso.

Des considérations ethniques ou raciales émergent des discours de certaines personnes interrogées, qui se définissent elles-mêmes et définissent les autres d'abord en fonction de l'appartenance ethnique – « c'est les Songhaï », « c'est les Touaregs », « c'est les Arabes ». Sous cet angle, la crise est relatée par les populations interrogées comme « une guerre de couleurs », une « chasse aux peaux blanches » ou « du racisme contre les populations noires ». Ces associations, comme les résultats de l'étude le montrent, peuvent parfois aller très loin.

« Si on trouve un Touareg, on le tue. Si un homme de couleur blanche va au marché pour vendre son bétail, on le tue. Même une femme qui utilise les produits éclaircissants est tuée ».

Refugiée touareg noire, Mentao, Burkina Faso

Les amalgames et les généralisations reviennent régulièrement dans les discours des populations interrogées. Ainsi, les Touaregs sont associés au MNLA, à Ansar Dine et, indirectement, au MUJAO et à AQMI ; les Arabes aux éléments du MUJAO et d'AQMI ; les Songhaïs aux milices Ganda Koy. Pour certaines personnes interrogées, il en résulte que ces ethnies sont responsables de souffrances infligées aux populations quand les groupes armés susmentionnés contrôlaient les trois régions du Nord Mali.

« On a peur des Tamasheq blancs, nous fermons même nos portes quand nous les voyons arriver, on ne veut plus leur adresser la parole ».

Femme songhaï, village dans la région de Tombouctou.

Parmi les participants aux entretiens individuels qui mentionnent que les relations sociales sont actuellement moyennes ou mauvaises, six sur dix affirment avoir un problème avec un groupe ethnique dans son ensemble³⁵, plutôt que certains individus. La difficulté à distinguer les degrés de responsabilité et la propension à émettre des jugements à l'égard de tout un groupe est très révélatrice de la fragilité du tissu social.

« Les Tamasheq noirs sont de mèche avec les groupes armés. Ils voulaient nous déloger et occuper tout le village. Le problème ce n'est pas avec des individus, c'est avec tout le groupe parce qu'ils ont tous pris les armes et ils sont tous au courant de ce qui se passe, ce sont tous les mêmes ! ».

Homme songhaï, Ansongo, région de Gao.

D'autres groupes de discussion voient les tensions actuelles comme une continuation ou comme une conséquence de la division sédentaires-nomades, qui a été aggravée par la compétition pour l'accès à des ressources naturelles déjà limitées. Certains Songhaïs rappellent que le nom de la milice « Ganda Koy³⁶ » signifie « fils du terroir » ou « fils de la terre » dans leur langue. La perception de sa propre identité, et la différence avec « les autres » sont renforcés par un fort sentiment d'appartenance à une communauté et/ou à un groupe. Ils renvoient également aux identités collectives déjà présentes ou créées lors des crises précédentes.

« C'est depuis longtemps qu'il y a des conflits entre les nomades et les sédentaires, il y a toujours eu des tueries et jamais de bonnes relations. La confiance entre les noirs et les blancs n'existe pas »

Homme peulh, Tombouctou.

Bien que les tensions sociales existantes soient expliquées par des groupes de discussion en des termes ethniques ou raciaux, d'autres ont des interprétations plus larges. De fait, tandis que certains groupes³⁷ de discussion affirment que les considérations ethniques étaient latentes et ont été simplement exacerbées par le conflit, d'autres³⁸ estiment qu'elles ne sont qu'un mythe fabriqué par les dirigeants afin de « diviser pour mieux régner », ou de cacher les vraies racines, politiques et structurelles, des tensions. Ainsi, selon certaines personnes interrogées, la véritable cause de la dégradation du tissu social ne serait pas imputable au besoin de savoir « qui est qui », mais trouverait sa source dans la politique et dans la manipulation des différences ethniques opérée par les dirigeants :

« Le problème est politique et non ethnique ! Les relations entre communautés se sont dégradées, c'est vrai, mais il n'y a pas des considérations ethniques là-dedans. Il y a ceux qui veulent nous diviser pour mieux régner, mais nous devons résister ».

Jeune femme songhaï, région de Tombouctou.

Les causes structurelles

De nombreux groupes de discussion évoquent le sentiment d'exclusion des populations du Nord vis-à-vis du pouvoir central, ou celui de la discrimination perpétrée par les autorités étatiques à l'égard de certaines communautés du Nord. Ils mentionnent également l'incapacité des instances étatiques à satisfaire les besoins primaires des populations et à assurer une répartition équitable des ressources à cause, entre autres, de la corruption qui gangrène ces mêmes instances tant au niveau local que national. Ces perceptions d'inégalité, et l'accès limité aux services sociaux de base engendrent une compétition pour des ressources limitées qui fragilisent ou rompent les liens sociaux.

« Les relations entre communautés ont changées, mais le problème c'est pas les Dogon, les Songhaïs ou les Touareg. Le problème, c'est l'injustice sociale et la corruption de l'État. C'est ça qui gâche les relations sociales ».

Refugée touareg blanche, Mentao, Burkina Faso.

Un certain nombre de groupes de discussion³⁹ expriment également leur mécontentement vis-à-vis du système judiciaire qu'ils perçoivent comme agissant uniquement dans les intérêts des plus forts et des plus riches - qui engendre des frustrations contribuant au malaise social et attisant les tensions entre les différents groupes.

Enfin, de nombreux groupes de discussion⁴⁰ évoquent la présence des armes comme un facteur ayant contribué à attiser les tensions. La forte circulation et la possession d'armes - surtout parmi les jeunes qui n'ont d'autre choix que de s'en servir pour échapper au chômage et soutenir leur famille - semble être à la base des multiples tensions et des sentiments de peur parmi les populations sondées dans les régions de Gao et Tombouctou.

4 VOIX DES COMMUNAUTÉS POUR LA RÉCONCILIATION



Camp de réfugiés au Burkina Faso, octobre 2013. En fin de journée, un groupe de réfugiés joue au Wali, un jeu de stratégie originaire du Mali se jouant à partir de petits bouts de bois et de cailloux.

150 sur 156 groupes de discussion pensent qu'il faut améliorer les relations sociales entre individus et communautés du Nord du Mali. Les solutions proposées par les personnes interrogées varient des plus basiques et directes - comme le besoin de se parler et de se comprendre - aux plus complexes et élaborées, telles que la nécessité de trouver des solutions durables pour les populations déplacées et de relever les défis structurels de développement. Ce qui ressort clairement des discussions c'est que la réconciliation sera un processus nécessitant d'être abordé sur le long terme, et qu'il n'existe pas une seule approche pour une réconciliation réussie.

« Nous avons besoin d'une réconciliation à long terme, pas pour cinq à dix ans, mais pour toujours ».

Homme touareg noir, Gao.

PROMOUVOIR LE DIALOGUE INTERCOMMUNAUTAIRE ET RENDRE JUSTICE

Plus de la moitié⁴¹ des groupes de discussion ont affirmé que les solutions pour améliorer les relations sociales doivent se faire à l'échelon communautaire et être ancrées dans le dialogue : « sensibiliser », « communiquer », « s'entendre » sont les mots les plus fréquemment évoqués. Se retrouver autour de la même table pour parler et se regarder dans les yeux, partager une tasse de thé, entamer un dialogue simple et direct apparaissent comme les actions qui, aux yeux des communautés interrogées, peuvent garantir une vraie réconciliation. Le besoin de

communiquer et de se comprendre est souvent lié à un besoin de pardonner ou d'enterrer la hache de guerre.

« Il faut s'asseoir ensemble, se parler, se donner la main et regarder dans la même direction. On n'a plus besoin de haine ».

Femme touareg noire, village de la région de Tombouctou.

Les résultats de l'enquête révèlent ces liens inscrits dans de véritables relations d'interdépendance entre groupes différents sur le plan social, économique et culturel. D'après un grand nombre de personnes interrogées, entamer le dialogue ne sera pas difficile si ces liens qui ont toujours existé entre individus et communautés du Nord sont renoués. C'est précisément de par ces intérêts partagés que le processus de dialogue peut commencer. Selon certains, il a déjà été amorcé.

« Jusqu'à preuve du contraire, je continue à entretenir avec les autres groupes de solides relations amicales et fraternelles. Par exemple, une fois, alors que j'étais questionné sur le vif par les forces (armées), ce sont mes frères noirs, Songhaïs et Tamasheqs, qui m'ont porté secours. Ils ont soutenu que je n'avais jamais été de près ou de loin mêlé à une quelconque cohabitation avec les groupes armés. Ce geste noble témoigne de la fraternité qui existe entre nous ».

Homme touareg blanc.

Cependant, la majorité⁴² des groupes de discussion affirme que les leaders traditionnels sont des acteurs incontournables et leurs attribuent un rôle de premier rang dans le processus de dialogue. Renouer les liens ne suffira pas si le dialogue n'est pas facilité par les acteurs auxquels les communautés accordent le plus de confiance.

« Ce sont nos leaders traditionnels, les chefs de village et de groupes, qui doivent prodiguer de bons conseils aux populations et veiller à la réconciliation ».

Femme songhaï, région de Gao.

Les leaders religieux sont perçus comme des acteurs clés dans la facilitation du dialogue intercommunautaire. Puissants et écoutés, les « marabouts »⁴³ sont souvent perçus comme ceux qui ont su défendre le peuple, en s'interposant entre celui-ci et les groupes armés, et apaiser les populations sans pour autant les faire basculer dans une interprétation radicale de l'Islam.

« Les marabouts sont les personnes les plus écoutées actuellement, il faut les impliquer afin qu'ils prêchent le dialogue, la réconciliation et l'ouverture envers les populations voisines ».

Femme peulh, Gao.

De plus, certains des groupes de discussion⁴⁴ reconnaissent le pouvoir et la force de la jeunesse. Ils soulignent sa qualité d'appui dans la facilitation du dialogue entre individus et communautés, au vu du rôle qu'elle a joué pendant le conflit (soutien économique aux familles plus vulnérables et à la sécurité des communautés). Néanmoins, d'autres groupes de discussion associent les jeunes à un élément déstabilisateur, et ce notamment si des opportunités d'emploi ne sont pas créées. Le chômage est perçu comme un facteur poussant les jeunes à rejoindre les groupes armés.

« Il faut qu'on pense à comment gérer les jeunes et libérer les enfants soldats en limitant les dommages collatéraux. Ils ont intégré les rangs des groupes armés par manque de travail et sont devenus les cuisiniers et les assistants des chefs de guerre. Que vont-ils faire maintenant ? ».

Femme touareg noire, Tombouctou.

La participation des femmes aux efforts de réconciliation et de dialogue a aussi été évoquée. Toutefois, les résultats de l'étude ne permettent pas de définir clairement la nature de cette participation. Alors que plus de la moitié des groupes de discussion⁴⁵ soutient que les femmes sont écoutées lorsqu'un conflit éclate, leur attribution d'un rôle formel dans le processus de dialogue est incertaine. En fait, les personnes interrogées affirment que les femmes ne sont écoutées qu'à « certaines conditions » : si elles sont âgées et considérées comme sages, si elles sont directement impliquées dans les disputes en tant que victimes et/ou témoins, et si elles ne s'exposent pas en public. Intervenant traditionnellement dans la gestion des conflits au niveau de l'espace domestique (privé), il semblerait que les femmes trouvent difficile d'aller au delà du niveau informel et de ce rôle de « conseillères de leur mari », et d'accéder ainsi à un niveau de prise de décision plus élevé (public) et à des rôles formels dans la société.

« Les femmes sont consultées à des heures tardives, au lit. Pour résoudre les problèmes, les maris, y compris les chefs de villages, ne débattent qu'avec leurs femmes ».

Femme touareg noire, déplacée interne, Bamako.

Encadré 2 : Quel rôle pour la Commission Dialogue et Réconciliation ?

Aucun groupe de discussion n'a mentionné spontanément la Commission Dialogue et Réconciliation - l'organe créé par le Gouvernement intérimaire malien en mars 2013 - en tant qu'acteur pouvant jouer un rôle dans la réconciliation. Questionnés directement sur l'existence de la Commission, plus de la moitié des groupes de discussion ont affirmé ne pas la connaître. Ceux qui ont déclaré être au courant, lui attribuent des rôles différents : sensibiliser les populations à la paix en diffusant des messages d'apaisement et de pardon, faciliter le dialogue entre individus et groupes différents, rendre justice en punissant ceux qui ont commis des crimes, désarmer les groupes armés, mettre fin aux exactions. Aux yeux des populations interrogées, attribuer des tâches à la Commission n'équivaut pas à lui faire confiance. En fait, de nombreux groupes de discussion ont émis des réserves quant à la composition, la légitimité et l'impact de la commission.

« La commission n'a pas été mise en place suivant les règles de bonne conduite. Les gens qui la composent sont les mêmes qui nous ont toujours piétinés. On ne comprend pas une commission composée de personnes qui passent leur temps assises dans des salles climatisées à Bamako. Il faut connaître les communautés pour pouvoir les réconcilier ».

Touareg noir, Tombouctou.

Tableau 5 : Niveau de connaissance de la Commission Dialogue et Réconciliation⁴⁶

Avez-vous entendu parler de la Commission Dialogue et Réconciliation ?

	Oui	Partagé	Non
Communautés au Nord	46	11	37
Déplacés internes	9	4	0
Réfugiés	8	7	22

Les réponses montrent non seulement le besoin de se parler et de se pardonner, mais également la nécessité d'adopter une approche équilibrée entre pardon et justice. Une minorité importante des groupes de discussion évoque des thèmes relatifs à la justice, soulignant que les solutions à l'amiable ne seront pas suffisantes. Ils évoquent le besoin de mettre fin à l'impunité ainsi que d'établir la vérité sur ce qui s'est passé afin de pouvoir dédommager les victimes. Certains mettent l'accent sur le besoin d'une justice appliquée de manière équitable. Ainsi, les réponses fournies par les personnes interrogées semblent correspondre à une approche de justice transitionnelle (le droit à la justice, le droit aux réparations, le droit à la vérité et à une réforme institutionnelle pour éviter la rechute)⁴⁷.

« Toute solution passe par la justice et la cessation de l'impunité. Il faut que tous les coupables répondent de leurs actes, on ne peut plus accepter de voir des gens qui ont du sang sur les mains se promener librement parmi nous. On peut pardonner car la terre nous appartient à tous, et elle a besoin de tous ses fils pour sa reconstruction, mais il faut de la justice ! ».

Homme songhaï, village de la région de Tombouctou.

Encadré 3 : Les mécanismes traditionnels de prévention, gestion et résolution des conflits : confiance et doutes

Les résultats de l'enquête montrent qu'au Nord du Mali la prévention, la gestion et la résolution des conflits sont principalement du ressort de la justice traditionnelle et religieuse. La quasi-totalité des groupes de discussion (163 sur 168) affirme qu'en cas de conflit, la population se tourne en premier lieu vers les leaders traditionnels. Les chefs religieux sont également cités par beaucoup de groupes de discussion (65 sur 168) en tant qu'acteurs incontournables. Seulement un nombre très restreint (11 sur 168) de groupes de discussion évoque les institutions judiciaires officielles, la police et la gendarmerie, comme mécanismes de gestion des conflits. Les chefs traditionnels gèrent les conflits sous l'arbre à « palabre », à l'amiable, tandis que les chefs religieux se basent sur les versets du Coran. D'après la majorité des groupes de discussion, la décision prise est acceptée par tout le monde. C'est seulement en cas d'échec de ces tentatives que les parties en conflit décident de référer leurs disputes aux autorités judiciaires officielles.

« Chez les personnes âgées, on négocie la paix, chez les autres on bouffe l'argent. Chez les aînés, celui qui a provoqué le conflit va payer. Chez les autres, les témoins de la bagarre donnent de l'argent et voilà la justice ».

Réfugié peulh, Goudebou, Burkina Faso.

A la différence des populations interrogées au Nord du Mali, celles déplacées montrent un niveau de confiance très bas en les mécanismes traditionnels de gestion et de résolution des conflits, ce qui pourrait rendre le processus de réconciliation plus difficile. Anarchie, désordre, cafoillage, règlements des comptes, tels sont les mots les plus fréquemment utilisés par les réfugiés et les déplacés internes pour décrire la manière dont les conflits sont réglés dans leurs villes et villages d'origine suite à leur déplacement.

« On ne se tourne vers personne pour résoudre nos conflits maintenant, chacun est devenu juge ».

Réfugié songhaï, Mentao, Burkina Faso.

Le départ et la dispersion de certains leaders communautaires, combinés au manque d'informations précises sur les lieux d'origine d'une part et à l'isolement vis-à-vis du système de soutien traditionnel d'autre part, semblent rendre les communautés déplacées relativement éloignées des événements et du processus au Mali. Ceci pourrait expliquer le sentiment d'injustice et la perte de confiance dans les mécanismes traditionnels de règlement des conflits qui sont ainsi fréquemment revenus dans les discussions organisées avec les communautés déplacées. Ce constat pourrait également montrer le besoin d'initier des actions visant à rétablir la confiance et l'autorité des leaders traditionnels auprès des populations réfugiées et déplacées.

LE RETOUR DES POPULATIONS DÉPLACÉES : REVIVRE ENSEMBLE

Toute tentative d'amélioration des relations sociales nécessite également de donner la priorité à des solutions durables pour les populations déplacées. L'étude montre que la grande majorité

des personnes interrogées souhaite le retour de ceux qui ont dû partir. Presque tous les groupes de discussion organisés avec les populations restées au Nord⁴⁸ souhaitent le retour des déplacés internes et une forte majorité⁴⁹ celui des réfugiés. Des 56 groupes de discussion organisés avec les réfugiés et les déplacés, seulement 3 groupes (tous réfugiés) incluaient des participants qui ne comptaient pas retourner chez eux.

Tableau 6 : Les souhaits des communautés au Nord par rapport au retour des populations déplacées

	Oui	Partagé	Non
Voulez-vous que les déplacés internes reviennent ?	93	2	0
Voulez-vous que les réfugiés reviennent ?	81	5	9

Un retour timide et spontané des populations déplacées – surtout déplacées internes - a déjà commencé, mais des risques de tensions et de conflits entre ceux qui reviennent et ceux qui sont restés demeurent. Presque la moitié des groupes de discussions organisés avec les déplacés internes et les réfugiés pense qu'ils ne seront pas bien accueillis une fois de retour dans leurs lieux d'origine.

« Je ne pense pas que nous serons bien accueillis car ceux qui sont restés là-bas ont pillé nos boutiques, saccagé nos maisons, tué nos frères et se sont appropriés nos terres ».

Refugiée touareg noire, Mentao, Burkina Faso.

Le récent incident de Léré, où un notable touareg a été abattu⁵⁰ alors qu'il allait voter pour les élections présidentielles, montre que les craintes des déplacés ne sont pas infondées.

« Ceux qui ont perdu des proches pendant la crise pensent que ce sont les peaux claires qui sont les responsables. Ils comptent se venger. C'est pour cela que je ne pense pas que je serai bien accueilli ».

Réfugié arabe blanc, Mentao, Burkina Faso.

Des défis considérables devront être relevés par les acteurs concernés afin que le retour, l'intégration et/ou la relocalisation des populations déplacées puissent avoir lieu de manière apaisée et que les besoins des retournés soient pris en compte au même titre que ceux des hôtes.

LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS, ET RECONSTRUIRE UN ÉTAT PLUS JUSTE

L'un des constats les plus marquants de cette étude est l'association faite par les personnes interrogées entre les tensions sociales existantes et les défis structurels du développement.

Le faible taux de développement⁵¹ du Nord est parfois perçu par les personnes interrogées comme un facteur entravant les relations sociales. Ils ont suggéré la promotion des investissements dans ce domaine comme un facteur pouvant contribuer à améliorer la cohésion entre les communautés. Évoqués par une minorité des groupes de discussion⁵², la pauvreté et le manque de développement sont décrits à travers des exemples concrets comme l'absence d'infrastructures publiques, de latrines adéquates pour les femmes ou d'écoles équipées pour

les enfants. La création d'emplois est également citée par un nombre considérable de groupes de discussion ; d'une part comme élément clé pour l'amélioration des conditions de vie des populations, mais aussi en tant que principal moyen facilitant la réinsertion sociale et facteur essentiel pour un renforcement de la cohésion sociale d'autre part.

« Si on ne veut pas de crises cycliques, il faut combattre la pauvreté. Si on veut la paix, il faut donner du travail aux jeunes, cela les éloignera des tentations de toutes sortes ».

Homme songhaï, Tombouctou.

Un bon nombre de groupes de discussion⁵³ souligne les besoins d'« égalité » et d'« équité » pour mettre fin aux discriminations entre les groupes et aux disparités entre le Nord et le Sud.

« Il faut lutter contre la corruption et l'injustice, il faut construire le pays sur d'autres bases ; il faut surtout moins de népotisme et plus d'équité, du président de la République au petit cultivateur de Gao ».

Jeune homme songhaï, Gao.

Certains participants affirment qu'il faut « arrêter les faveurs », s'en prenant à la mauvaise gestion des conflits précédents et rappelant que les accords de paix signés dans le passé ont privilégié certains groupes (ex-combattants) au détriment d'autres, en leur accordant un accès privilégié aux forces de défense et de sécurité.

Ces frustrations exprimées par les personnes interrogées s'adressent directement à l'État dont le rôle dans l'amélioration des rapports sociaux semble ambigu, la légitimité de ses institutions et de ses représentants s'étant affaiblie. En fait, seulement une faible minorité de groupes de discussion (16) mentionne l'État comme un acteur pouvant jouer un rôle dans l'amélioration des relations entre les communautés. Les résultats de l'enquête démontrent que l'État fait à la fois partie du problème et de la solution. Si la majorité des personnes interrogées soulignent la fragilité, voire l'absence, de l'État au Nord, certaines insistent qu'il revient quand même à ce dernier de mettre en place des politiques plus équitables afin de favoriser la réconciliation.

« C'est à l'État de commencer, le peuple suivra ».

Homme songhaï, un village de la région de Gao.

Les participants des groupes de discussion abordent la question du rôle controversé de l'État au niveau local lorsqu'ils décrivent leurs relations avec les élus locaux. La majorité des groupes de discussion⁵⁴ affirment que les relations entre les communautés et les élus locaux ont empiré suite au conflit, bien qu'elles n'aient jamais été bonnes. Les populations interrogées affirment avoir été déçues par leurs représentants à cause surtout de leur déplacement d'une part, et de l'autre, de par leur ralliement aux groupes armés et corruption.

LES TENSIONS CAUSÉES PAR L'AIDE HUMANITAIRE

Le retour progressif actuellement en cours des personnes déplacées dans les régions du Nord Mali, leur possible relocalisation et l'accès très limité aux services sociaux de base et aux ressources naturelles, pourraient engendrer une grave déstabilisation. La rareté des opportunités économiques et l'état de certaines infrastructures de base suite aux dégâts entraînés par le conflit armé - comme en témoignent les populations interrogées - pourraient représenter également des sources de tensions entre les communautés.

Dans ce cadre, les résultats de l'enquête montrent les difficultés que la communauté humanitaire doit affronter afin de mieux appréhender et analyser le contexte actuel, en particulier les tensions sociales existantes ainsi que celles qui pourraient survenir entre les populations hôtes et retournées.

L'aide humanitaire apparaît comme une source de conflits dans plusieurs des localités sondées. La mauvaise gestion de l'assistance humanitaire de la part des ONG et des autorités sur place

(chefs traditionnels, élus locaux et représentants de « comités de crise »⁵⁵) a été évoquée par certains groupes de discussion organisés dans les régions de Gao et Tombouctou⁵⁶.

« La distribution des dons des organisations internationales n'a pas été équitable et en plus nos représentants vendaient ces mêmes dons aux commerçants de la ville pendant que les habitants mourraient de faim ».

Homme songhaï, Gao.

Dans la majorité des cas, le conflit éclate lorsque des bénéficiaires potentiels ne retrouvent pas leurs noms dans les listes élaborées par les ONG avec l'appui des acteurs locaux, accusés tant de partialité que de détournement.

PRENDRE EN COMPTE LES VOIX DISSIDENTES ET LES NOUVELLES REALITES DEMOGRAPHIQUES

Plus d'un groupe de discussion sur quatre⁵⁷ organisés avec des réfugiés - pour la plupart des Touaregs, mais pas exclusivement - remettent considérablement en question la capacité des populations à vivre ensemble pacifiquement. Ces personnes interrogées préconisent des solutions radicales pour améliorer les relations sociales, telles que la « ségrégation », la séparation géographique des groupes ethniques et la création d'un nouvel État (Azawad). Un des grands défis pour la réconciliation sera de comprendre de quelle manière ces minorités ayant une perspective plus radicale pourront être intégrées au processus de réconciliation et ainsi contribuer à bâtir une vision commune du futur de la société malienne.

« La solution c'est la séparation, il faut séparer les groupes ethniques pour être sûr qu'il n'y aura plus des conflits. Il faut séparer complètement les zones, les routes, les points d'eau ».

Refugiée peulh, Goudebou, Burkina Faso.

L'enquête révèle que le déplacement massif des populations – pour la plupart Touaregs et Arabes, mais aussi Peulhs et Songhaïs - a entraîné de nouvelles réalités démographiques modifiant la composition traditionnelle et la mixité ethnique des villages du Nord du Mali. Ainsi, des villages multiethniques se sont transformés en villages mono-communautaire ou en villages composés uniquement de Songhaïs et Touareg noirs. Si un tel bouleversement a permis la formation de nouveaux liens sociaux entre différents groupes, il pourrait également représenter un obstacle dans la réintégration de ceux qui retournent ou qui vont retourner.

« Avant la crise il y'avait du monde : les Arabes, les Peulhs, les Bozos, les Tamasheq, les Bambaras. Maintenant c'est que nous, les Songhaïs et peu d'autres gens »,

Femme Songhaï, Bazi Haoussa, Ansongo, région de Gao

5 CONCLUSIONS

Le conflit qui a débuté en janvier 2012 a profondément affecté le tissu social et bouleversé la vie de chaque Malien. Les populations interrogées pour la présente étude sont unanimes : les insurrections précédentes n'avaient pas eu de conséquences aussi néfastes, et ce conflit est différent des précédents en ce qu'il a engendré une dégradation de l'état des relations sociales.

Confrontées à une violence généralisée, victimes directes ou indirectes de graves violations des droits humains et d'un exode massif, les populations interrogées ont vécu des situations choquantes, perdant certains de leurs repères familiaux et de leurs valeurs traditionnelles. Cet état de fait a fragilisé leurs relations sociales, entraîné des sentiments de peur et de méfiance qui ont exacerbé et ont fait resurgir des fractures plus anciennes. Les menaces et les violences, combinées à une forte tendance à la généralisation, sont autant de manifestations visibles d'une dégradation du tissu social engendrée par le conflit armé.

Pourtant, l'étude révèle également que, malgré les dégâts physiques et moraux causés par la guerre, les abus commis par toutes les parties prenantes, les différences d'intérêts entre individus et communautés, ainsi que les difficultés de communication dues à l'éloignement géographique par un déplacement massif, la rupture entre communautés n'est pas irrémédiable. Les blessures peuvent être soignées. Il y a une volonté affichée par la grande majorité des populations interrogées d'entamer un processus de dialogue et de réconciliation. Ce processus devra commencer par la base, facilité par les acteurs auxquels les populations accordent plus de confiance et se basant sur les liens qui unissent les différentes communautés du Nord du Mali depuis des siècles. Il devra prendre en considération leurs complexes relations d'interdépendance économique, sociale et culturelle.

La reconstruction du tissu social ne se fera pas sans obstacle et des défis majeurs devront être relevés. Comme le montrent les résultats de cette enquête, des minorités non négligeables – issues des populations déplacées et surtout réfugiées – affirment que la séparation entre communautés est une option inévitable et/ou plus adéquate pour le redressement du Mali. Un retour timide de populations déplacées a déjà commencé, mais les risques de tensions entre ceux qui reviennent et ceux qui sont restés demeurent. La prise en compte d'avis plus radicaux, de solutions durables pour les populations contraintes à quitter leurs lieux d'origine, le tout combiné à une gestion adéquate de l'aide humanitaire, sont autant de questions essentielles à prendre en compte afin d'aboutir à une réconciliation à long terme. Un besoin de justice à la fois équitable et perçue comme telle est une priorité pour les populations interrogées, avec la nécessité de lutter contre l'impunité et d'établir la vérité sur les crimes commis.

Bien que des considérations ethniques et raciales émergent assez fortement des discours de certaines personnes interrogées, qui les utilisent pour expliquer tant le conflit que les sources de tensions entre individus et communautés, la « question ethnique » mérite d'être mieux analysée et comprise. Comme l'affirment certaines des populations interrogées, le diagnostic définissant les tensions sociales actuelles comme étant de nature ethnique est trompeur et ignore l'origine politique et structurelle de telles tensions. Elle ressort plus comme un outil d'instrumentalisation des dirigeants politiques dans l'exercice de leur pouvoir.

En fait, un des constats de cette enquête est la relation faite par les personnes interrogées entre les tensions sociales existantes et les défis structurels de développement. La pauvreté, la corruption, la perception du faible taux de développement du Nord, accompagnées de sentiments d'injustice et de marginalisation, sont perçus comme autant d'entraves aux relations sociales harmonieuses.

Le Mali se trouve à un tournant décisif de son histoire: divisé pendant plus d'une année par la présence de plusieurs groupes armés dans les trois régions du Nord, déchiré par un conflit qui n'a épargné personne et dont les conséquences ont été majeures à tous les niveaux. Le pays

jouit à nouveau de sa souveraineté territoriale comme souligna fièrement le nouveau Président pacifiquement élu. Le Mali s'apprête à tenir des élections législatives et débute le long et laborieux processus de reconstruction et de redressement. Une paix à long terme ne pourra cependant pas être atteinte si des efforts concrets ne sont pas menés afin d'améliorer la compréhension de l'impact du conflit (sécuritaire, politique, humanitaire) sur le tissu social. L'analyse des causes de la dégradation du tissu social et de ses conséquences doit dorénavant faire partie intégrante de toute politique de reconstruction de l'État.

Premièrement, il incombe à l'État et à tous les Maliens d'établir une vision globale de la réconciliation. Cette vision devra être déterminée par la Commission Dialogue et Réconciliation – dont la composition, les rôles et les responsabilités doivent être mieux définis – et le nouveau Ministère de la Réconciliation. Ces instruments devront veiller à ce que les débats et les initiatives de réconciliation aient lieu au niveau national, régional et local, afin de permettre une meilleure participation de toute la population, surtout des couches marginalisées telles que les femmes et les jeunes. Afin d'être efficace, ce nouveau gouvernement devra rétablir la confiance entre les représentants et les communautés, et désamorcer l'utilisation de l'ethnicité à des fins politiques, ainsi que :

- Renforcer le système judiciaire afin qu'il puisse garantir les droits de tous les Maliens, qu'il soit capable de juger de manière transparente et équitable ceux qui ont commis des abus en prenant en compte les préoccupations de ceux qui se sentent exclus des mécanismes traditionnels et/ou demandent une réparation par la voie judiciaire ;
- Relever les défis structurels mentionnés par les populations interrogées, tels que la pauvreté, le sous-développement, la mauvaise gouvernance, la marginalisation, l'exclusion politique, sociale et économique afin de prévenir la résurgence d'autres conflits ;
- Établir et mettre en œuvre des politiques de développement et de relance économique équitables, inclusives et participatives.

Deuxièmement, tous les partenaires du gouvernement malien, impliqués dans les efforts de relèvement, de reconstruction et de réconciliation doivent reconnaître et prendre en compte les liens historiques qui unissent les différentes communautés du Nord, au même titre que les divisions qui les séparent, dans l'ensemble de leurs initiatives de réconciliation. Ils doivent également allouer l'aide de manière impartiale sur la base d'une analyse approfondie des besoins des populations et non en fonction d'objectifs politiques ou sécuritaires, en tenant ainsi compte des divisions sociales et des dynamiques de pouvoir émergentes. Enfin, ils doivent développer et mettre en œuvre des solutions durables pour les populations déplacées, prévenir les tensions entre ces populations et les communautés d'accueil afin de jeter les bases d'une nouvelle cohabitation pacifique et d'une stabilité à long terme.

Construire une démocratie pacifiée dans un contexte caractérisé de diversité sociale, politique, économique et culturelle ne sera pas une tâche facile. Le futur du Mali n'est pas figé et il doit être renégocié régulièrement. L'essentiel sera d'élaborer des solutions pouvant permettre à tous les groupes de vivre en paix et en harmonie, tout en respectant leurs différences et en valorisant leurs complémentarités.

NOTES

- 26 Reconstituer la Mosaïque: Perspectives pour de meilleures relations sociales après le conflit armé au Nord du Mali

- 24 André Marty, « Aux fondements de la crise malienne : la formation inachevée de la nation ; Esquisse historique ». Colloque « Quelle nouvelle gouvernance au Mali ? », 16/05/2013, Assemblée Nationale, Paris, France.
- 25 En septembre 2013, le nouveau ministre de la réconciliation nationale et le développement des régions nord du Mali a annoncé que la Commission Dialogue et Réconciliation (CDR) sera remodelée pour y ajouter la composante « Vérité »
- 26 151 groupes de discussion sur 168
- 27 29 groupes de discussion sur 56. Pour les chiffres les plus significatives, les résultats sont représentés par une proportion simple.
- 28 70 groupes de discussion sur 103. Pour les chiffres les plus significatives, les résultats sont représentés par une proportion simple
- 29 30 groupes de discussion sur 103. Pour les chiffres les plus significatives, les résultats sont représentés par une proportion simple
- 30 À la période pendant laquelle l'enquête a été menée : juin 2012.
- 31 À la période pendant laquelle l'enquête a été menée : juin 2012.
- 32 "Peaux rouges" indique les populations de peau claire
- 33 89 groupes de discussion sur 168
- 34 36 groupes de discussion sur 89
- 35 66 personnes sur 111 personnes ont un problème avec tout un groupe ethnique (6 sur 10)
- 36 Pour plus d'information sur la milice Ganda Koy, Amnesty International, *Media briefing*, Mali Unrest 2012-2013, at http://www2.amnesty.org.uk/sites/default/files/mali_briefing_jan_2013.pdf
- 37 14 groupes de discussion sur 168
- 38 12 groupes de discussion sur 168
- 39 27 groupes de discussion sur 168
- 40 45 groupes de discussion sur 168
- 41 96 groupes de discussion sur 168
- 42 140 groupes de discussion sur 168
- 43 Terme ayant plusieurs significations en fonction des pays, au Mali il est généralement synonyme de leader religieux, http://base.afrique-gouvernance.net/en/corpus_dph/fiche-dph-1437.html
- 44 34 groupes de discussion sur 168
- 45 102 groupes de discussion sur 168
- 46 Ces chiffres représentent le niveau de connaissance de la Commission au moment de l'enquête, juin 2013. Au mois de juillet la Commission Dialogue et Réconciliation a mené sa première mission de sensibilisation dans les régions.
- 47 OHCHR (2011), *La justice transitionnelle: une voie vers la réconciliation et la construction d'une paix durable*
- 48 98 groupes de discussion sur 100
- 49 82 groupes de discussion sur 96
- 50 The Associated Press, *Tuareg man slain while back home to vote*, 17.08.2013, at <http://www.lasvegassun.com/news/2013/aug/17/af-mali-tuareg-killed/>
- 51 Oxfam, *Mali : Un Nouveau contrat pour le développement*, Mai, 2013, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-mali-new-development-contract-150513-fr.pdf>
- 52 18 groupes de discussion sur 168
- 53 41 groupes de discussion sur 168
- 54 94 groupes de discussion sur 168
- 55 Les comités de gestion de crise, composés de leaders communautaires, religieux et économiques, se sont formés dans les régions de Gao et de Tombouctou pendant la période où elles étaient sous le contrôle des groupes armés. Ayant pris des noms différents en fonction des régions, ces organismes ont souvent joué le rôle d'intermédiaires entre les groupes armés et la population et témoignent de l'affirmation d'une nouvelle gouvernance locale, qui a souvent pris la place des autorités absentes dans la gestion de la sécurité et des services sociaux de bases, ainsi que dans l'imposition de nouvelles normes.
- 56 33 groupes de discussion sur 168
- 57 10 groupes de discussion sur 38

Les rapports de recherche d'Oxfam

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour faire des remarques sur ce rapport, veuillez envoyer un courriel à advocacy@oxfaminternational.org

Les auteurs aimeraient remercier Francisco Yermo Fuentes Pila, Caroline Badout, Marina di Lauro, Steve Cockburn, Boua Sidibé, A. Sanousi, Dramane Yacouba Diallo, Emma Fanning, Madeleine Evrard Diakité, Vincent Tremeau, Anna Coryndon, Dior Mbacké-Dia, Clementine Moiroud, Maya Mailer, Nicola Vercken, Tidhar Wald, Isabel Martins, Surendrini Wijeyaratne, Aboubacry Tall, Mohamed Coulibaly, Daniel Gorevan, Ian Bray, Eveline Rooijmans, Christian Munezero, Louis Belanger, Jerome Gerard, Noel Zigani, Rosario Iraola, Rachel Hastie, Ed Cairns, M. Vaernewyck, Philippe Conraud, Aissatou Sall, M. Ag Ossade, Dicko, Camilla Rueda et tous les enquêteurs qui ont collecté les données sur le terrain dans les régions de Gao et Tombouctou ainsi qu'à Bamako, dans les deux camps des réfugiés du Burkina Faso.

Photos : Vincent Tremeau/Oxfam

© Oxfam International octobre 2013

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-499-2 octobre 2013.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Intermon Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Mexico (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.



WiLDAF / FeDDAF / MALI

WOMEN IN LAW AND DEVELOPMENT IN AFRICA
FEMMES DROIT ET DEVELOPPMENT EN AFRIQUE

www.oxfam.org



OXFAM